

Le mythe de la déterritorialisation

Rogério Haesbaert

Traducteur : Paul Claval



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/gc/13571>

DOI : 10.4000/gc.13571

ISSN : 2267-6759

Éditeur

L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 2001

Pagination : 53-75

ISBN : 2-7475-1869-8

ISSN : 1165-0354

Référence électronique

Rogério Haesbaert, « Le mythe de la déterritorialisation », *Géographie et cultures* [En ligne], 40 | 2001, mis en ligne le 09 décembre 2020, consulté le 26 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/gc/13571> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/gc.13571>

Ce document a été généré automatiquement le 26 décembre 2020.

Le mythe de la déterritorialisation

Rogério Haesbaert

Traduction : Paul Claval

- 1 Les fins de siècle et plus encore les fins de millénaire, même si elles passent aux yeux de tous pour une coupure complètement arbitraire dans la vision linéaire du temps, portent en leur sein le "discours des fins", un ensemble d'illusions en fait, parfois considérées comme des rêves et parfois comme des cauchemars. C'est ainsi que nous avons vu fleurir des propositions radicales qui en finissent avec l'histoire - pour perpétuer le modèle libéral dominant (Fukuyama, 1992) - ou avec la modernité - pour inaugurer une "postmodernité" nouvelle et pleine de promesses (Lyotard, 1986). Les institutions de base comme les États-nations disparaîtraient à cette occasion (Ohmae, 1996), la démocratie succomberait également (Guéhenno, 1993) et, dans le domaine économique, on assisterait à la fin de la société industrielle, à la fin du travail, à la fin des distances.
- 2 Comme dans l'expression "gramscienne" qui définit la crise comme le moment où l'ancien est en train de mourir, mais où le neuf n'arrive pas encore à naître, on manque de mots pour dénommer le neuf, ce qui conduit à la prolifération des "post" : post-modernité, post-socialisme, post capitalisme, post-industrialisme, post-fordisme... Mais en ce qui concerne l'espace de l'homme, en géographie, quelle est la part d'ancien qui est en train de disparaître et quelle est la part de nouveau qui est effectivement en train de surgir ?
- 3 Au milieu de tant de fins, il semble que personne ne puisse oser décréter la fin de la géographie. Mais après tant de discussions sur la fin de l'histoire, on en vient à déclarer aussi que la géographie s'éteint. Et comme il semble bien que l'histoire ne disparaîtra pas si facilement, nous intervertirons les pôles : au lieu de la disparition du temps, ce serait l'espace qui succomberait. Ou mieux, le premier supprimerait le second. Plongé dans des relations effectuées à des vitesses jamais vues, l'homme serait désormais impliqué dans des relations instantanées, "sans durée", ou mieux, en "temps réel" - expression étrange, ambiguë, puisque si le temps disparaissait, comment pourrait-il devenir, du même mouvement, "réel" ?

- 4 L'ambivalence des termes est une des caractéristiques mêmes des périodes de changement intense, quand on ne peut plus compter sur les mots habituels pour désigner les choses, ou sur ceux que nous n'avons pas encore beaucoup employés, et quand tout se mélange en donnant des sens doubles ou triples. Ainsi cette réalité du temps immédiat, instantané, signifierait aussi que celui-ci, jusqu'ici irréel, serait maintenant enfin réalisé, ou encore, qu'il serait transformé en pur espace, en pure synchronie. Car il est vrai que ce qui donne solidité et concrétude au temps, c'est sa dimension spatiale, à laquelle il est indissolublement lié. Le discours de la fin du temps, de la distance diachronique, se confondrait ainsi facilement avec le discours d'une "culture de plus en plus dominée par l'espace et par une logique spatiale" (Jameson, 1996, p. 52).
- 5 Serions-nous dominés par l'espace, par la synchronicité, par l'instantanéité, par la "géopolitique", ou par le temps, par la rapidité, par la "chronopolitique", comme préfère le dire Paul Virilio (1977) ? Si le temps est une espèce de quatrième dimension de l'espace, comme le propose la relativité d'Einstein, il est difficile d'opter entre ces deux "pouvoirs", le pouvoir du temps ou le pouvoir de l'espace. Si la rapidité du temps supprime l'espace, elle aussi disparaît. Et nous savons très bien que le monde n'a pas supprimé ses distances spatiales. Ce qui a augmenté, c'est sa complexité : des vitesses très distinctes, multiples, ont été distribuées à la surface de la Terre.
- 6 C'est ainsi que le visionnaire Paul Virilio a décrété, d'une manière beaucoup plus frappante que l'économiste Richard O'Brien, la fin de la géographie. Alors qu'O'Brien, dans son "Intégration financière globale : la fin de la géographie", limite cette "fin" aux grands circuits financiers internationaux, aux contacts instantanés, Virilio va bien plus loin. Pour Virilio (1997), il s'agit, dans l'accélération du monde contemporain, de la perte "non plus de l'histoire - qui a perdu le temps local, sa base concrète - mais de l'accélération de sa réalité elle-même, avec l'importance nouvelle de ce temps mondial dont l'instantanéité efface définitivement la réalité des distances, de ces intervalles géographiques qui organisaient hier encore la politique des nations et leurs coalitions, et dont la Guerre froide a souligné l'importance, à l'époque de la politique des blocs Est-Ouest". Et Virilio complète : "À défaut d'une fin de l'histoire, c'est bien à la fin de la géographie que nous assistons" (Virilio, 1997, p. 17).
- 7 Tous ces éléments paraissent marqués par une vision qui dissocie espace et temps sans percevoir qu'il s'agit de dimensions jumelles, dont l'une donne un sens à l'existence de l'autre. Le temps n'existe que parce qu'il peut se matérialiser dans l'espace ; l'espace existe seulement parce qu'il est impliqué dans la dynamique du temps. Les abstractions ou *a priori* pour comprendre le monde, comme le voulait Kant, ou les réalités effectives, le temps et l'espace, sont des références fondamentales dans nos vies. À vouloir supprimer l'un et l'autre, nous risquons de supprimer notre propre identité. Ou de la fonder autrement, d'une manière totalement différente. Mais, comme nous ne pensons pas que la crise actuelle (de la représentation surtout) est sur ce point une crise de changements radicaux, notre thèse est que, "au lieu de disparaître, la géographie et ses espaces - ou territoires - est en réalité en train d'émerger avec de nouvelles formes, de nouvelles significations".
- 8 Il convient donc ainsi de discuter en profondeur un autre discours extrêmement à la mode, aujourd'hui, celui de la destruction non pas exactement de la géographie, mais des territoires - c'est le discours de la déterritorialisation. Beaucoup d'auteurs, de non-géographes plus spécialement, se reportent à *La fin des territoires* (titre de l'ouvrage du

politologue Bertrand Badie), oubliant que toute déterritorialisation implique obligatoirement une reterritorialisation, puisque la recomposition de la société sur des bases territoriales est inhérente à l'homme, ou aux groupes culturels - le territoire fait partie de leurs fondements ontologiques, pourrait-on dire. L'autre thèse que nous défendons ici, c'est celle selon laquelle, "plus qu'à la disparition des territoires, ce qui se déroule en notre présence est la consolidation de nouvelles formes d'organisation territoriale". Une des caractéristiques centrales de ces nouvelles territorialités est "leur imbrication avec des processus multiples, différenciés, complexes, d'identification sociale". On peut dire "encore que la dynamique symbolico-culturelle qui aide à modeler les territorialités émergentes est aussi importante que les processus économique-politiques de dé-re-territorialisation".

Modernité et postmodernité : distanciation et compression spatio-temporelle

- 9 Une voie très éclairante pour percevoir les méandres qui se trouvent emmêlés dans ces discours de la fin de la géographie et de la déterritorialisation est celle qui s'exprime à travers la discussion sur la modernité et la postmodernité. L'espace des hommes traduirait ces conflits entre un ordre hégémonique mondialement structuré, "globaliste", un grand système "d'objets et d'actions", comme dirait Milton Santos, et le désordre fragmentaire, "tribaliste" ancré en une multiplicité de micropouvoirs et d'identités culturelles. C'est ici, en simplifiant, que se situent les batailles (intellectuelles) principales de ce passage du millénaire.
- 10 Pour beaucoup, le temps et l'espace "modernes" étaient organisés de manière à se reconnaître à leur indissociation, à leur logique conjointe : la conquête du temps était toujours une conquête de l'espace et les processus sociaux apparaissaient toujours, d'une certaine manière, comme "enfermés", *embedded*, selon le terme proposé en anglais par Anthony Giddens.
- 11 Benno Werlen (2000) distingue, sur la base des propositions de Giddens (1991), les sociétés traditionnelles ou "régionales", spatialement et temporellement "enfermées" (*embedded*), et les sociétés modernes et de la modernité tardive, ou les sociétés globalisées, qui sont spatialement et temporellement "désenfermées" (*disembedded*). Dans les sociétés traditionnelles ou "régionales", l'interaction face-à-face est pratiquement l'unique manière possible de réaliser la communication. L'économie est très dépendante des conditions physiques des lieux où la production s'effectue, et "la signification apparaît comme une qualité des choses, profondément enracinée dans le territoire d'une culture donnée" (Werlen, 2000, p. 15).
- 12 Dans les sociétés modernes, et plus notablement, dans les sociétés globalisées de la modernité tardive ou radicalisée, se produit le phénomène de dissociation (*disembedding*), défini par Giddens comme "le déplacement" des relations sociales hors des contextes locaux d'interaction et leur restructuration à travers des extensions indéfinies de l'espace-temps" (Giddens, 1991, p. 29). Ces processus de désenfermement ou de dissociation se produisent grâce à une conjugaison de mécanismes, principalement 1- celui des "cages symboliques", dans lequel les milieux d'échange circulent sans prendre en compte les milieux spécifiques des groupes particuliers, comme c'est le cas pour l'argent (Giddens, 1991, p. 30), et 2- celui des "systèmes

experts", "systèmes d'excellence technique ou de compétence professionnelle qui organisent de grandes aires des milieux matériels et sociaux où nous vivons aujourd'hui" et qui impliquent toujours une forte attitude de confiance (Giddens, 1991, p. 35). Ces mécanismes "retirent les relations sociales de la médiation du contexte", présupposent et promeuvent la séparation espace-temps et fournissent des "garanties" aux attentes à travers l'espace temps distancié" (Giddens, 1991, p. 36).

- 13 Il est intéressant de percevoir qu'alors que Giddens parle d'une distanciation ou d'un "allongement" spatio-temporel en relation avec les contextes locaux d'interaction, Harvey (1992) se rapporte à une "compression de l'espace-temps" pour se référer au rétrécissement de l'espace par le temps (ou par la vitesse). C'est comme si nous avions deux perspectives distinctes sur un même phénomène : dans le premier cas, le local "s'allonge" ou se désenferme pour atteindre le global ; dans le second, le global se fait plus étroit, se rétrécit ou se comprime pour se réaliser dans le local.
- 14 C'est un phénomène typique de la fin du XXe siècle, période que certains dénomment post-moderne, mais que Giddens, dans le même esprit que des auteurs dont les positions philosophiques sont différentes, comme Habermas et Castoriadis¹ préfèrent considérer comme une modernité radicalisée, ou haute modernité. Mais la compression de l'espace-temps a des origines plus lointaines. Pour Harvey, les conditions de son apparition se trouvent dans les crises globales du capitalisme, ces "processus qui révolutionnent les qualités objectives de l'espace et du temps au point de nous forcer à altérer, souvent de manière radicale, la manière dont nous représentons le monde pour nous-mêmes", comme ce fut le cas de la crise de 1847-1848 ou de la Première Guerre mondiale.
- 15 "L'allongement" et la "compression" de l'espace-temps soulignent ainsi deux approches qui mettent la priorité sur deux jeux d'échelle et deux itinéraires géographiques, celui qui va du local au global et celui qui suit le chemin inverse. Pour Giddens, l'accent est mis sur le local, sur "les relations de co-présence" qui deviennent des relations sans visage, "distanciées" ou "globalisées" ; pour Harvey, l'accent est mis sur le global, sur la "compression" de l'espace-temps par une vitesse croissante qui "rétrécit" le monde de telle sorte que même l'échelle locale peut le reproduire.
- 16 Les deux approches peuvent cependant mener à une interprétation erronée selon laquelle la reproduction des phénomènes sociaux serait de plus en plus indépendante ou libérée des conditions locales, "spatiales", plus concrètes - ou selon laquelle, encore, les processus sociaux deviendraient de plus en plus "déterritorialisés". Il s'agit, au vrai, de processus beaucoup plus complexes.
- 17 Nous voyons par exemple le sens diamétralement distinct qu'acquiert la déterritorialisation pour les plus riches et pour les plus pauvres, que Bauman (1999) synthétise par le binôme "touristes" et "vagabonds". Nous pouvons dire que le grand dirigeant d'une entreprise transnationale, dans son expérience profonde de la compression (ou de la distanciation) spatio-temporel, vit une "déterritorialisation sûre" dans la mesure où son rétrécissement du monde ne lui est pas imposé, où il garde certains niveaux d'autonomie pour choisir tel ou tel déplacement, et où il reste toujours en sécurité sur les réseaux de sa toile et de ses "bulles" globalisées, où il fréquente toujours les mêmes hôtels de première classe, les mêmes restaurants et les mêmes maisons de spectacle.
- 18 Pour les moins riches, il est évident que le monde se rétrécit et s'élargit en un double sens : passivement, puisqu'ils sont atteints par l'ensemble de l'attirail technologique du

nouveau milieu technico scientifique informationnel (Santos, 1996), comme une myriade d'options qui finit par les rejoindre sur le câble ou sur le *web* ; et activement, dans la mesure où eux-mêmes peuvent se déplacer à la surface du monde entier, sans parler de la capacité qu'ils ont d'interférer avec la nouvelle production de signifiés culturels. Pendant ce temps, le pauvre en situation d'inclusion précaire à la périphérie des grandes métropoles vit une déterritorialisation sans aucune sécurité, où le monde "se rétrécit" autour de lui et où il reste impuissant, subordonné passivement à la compression du monde vue à travers les quelques options de l'écran de la télé. Sa mobilité, lorsqu'elle se produit, lui est imposée : en tant que réfugié fuyant des dangers, ou en tant qu'immigrant, "attiré" par les promesses, mais toujours plongé dans la même lutte pour s'assurer les conditions minimales de sa survie.

- 19 Nous pourrions qualifier ces deux déterritorialisations d'une manière simplifiée en parlant de déterritorialisation active (ou formelle) et de déterritorialisation passive (ou réelle, effective). Chacune dissimule des conceptions fortement différenciées de la territorialité. Et chacune s'ouvre vers une reconstruction territoriale - une reterritorialisation - selon des schémas très distincts. Ainsi, alors que l'élite transnationale peut construire son territoire de "citoyenneté-monde", en s'identifiant avec la planète dans son ensemble, les "agglomérats humains de l'exclusion" (Haesbaert, 1995) ne peuvent se tourner que vers des identités fondamentalistes (nationales, ethniques, religieuses) s'ils veulent maintenir des valeurs capables de leur assurer la survie en tant que groupes.

Définir le territoire à partir de la déterritorialisation

- 20 Avant de discuter plus au fond de la construction de ces nouvelles territorialités dans le monde de la modernité (partiellement) radicalisée, nous avons besoin d'atteindre un consensus minimal sur le sens du mot territoire, si cher (sans pour autant être très clair) aux géographes, et si ambigu chez les autres spécialistes des sciences sociales. La meilleure preuve de cette ambiguïté se trouve dans les conceptions multiples du territoire présentes à l'arrière-plan du discours, sans cesse plus fréquent, de la déterritorialisation². Nous cherchons à délimiter synthétiquement au moins trois grandes lignes d'interprétation.
- 21 1- La première interprétation est la plus simplificatrice. Elle voit le territoire comme simple base matérielle, concrète, de la reproduction de la société. La société serait ainsi d'autant plus "territorialisée" qu'elle serait dépendante des bases matérielles sur lesquelles elle se reproduit. Il est clair que selon cette conception, les sociétés traditionnelles comme les sociétés indigènes seraient les plus territorialisées. Plus les transformations technologiques dans le domaine de la nature seraient importantes, plus fort serait le découplage entre les groupes sociaux en ce qui concerne leur milieu physique et par conséquent, plus serait élevé le niveau de déterritorialisation. Ainsi, le "cyberespace" ou la "cyberculture" (Lévy, 1999) représenteraient le sommet des processus de déterritorialisation. On peut ainsi en déduire que la déterritorialisation est vue comme un élément positif, et que la territorialisation acquiert une connotation négative, "archaïque", qui doit être dépassée.
- 22 Cette "dépendance" de la société en relation à son substrat physique, dans un type de lecture physico-environnementale néo déterministe, peut revêtir diverses formes. Une de celles sur lesquelles on met le plus l'accent aujourd'hui est celle qui se réfère au rôle

des distances dans le dédoublement de la dynamique sociale. On parle ainsi de "la fin des distances" (Caimcross, 2000) comme d'une des formes les plus importantes de la déterritorialisation. Les nouvelles technologies de transport et de communication, en permettant des contacts en "temps réel", font disparaître, ou réduisent brutalement, le poids des distances géographiques dans la reproduction sociale. Une autre lecture du territoire, dans cette perspective, est celle qui souligne la perte d'importance des contextes "locaux", spécialement pour des questions économiques comme la localisation des grandes entreprises, aujourd'hui façonnées selon le modèle plus flexible du capitalisme post-fordiste qui permet une mobilité spatiale bien plus grande, ou de la "délocalisation" (qui peut se lire, aussi, comme une "déterritorialisation"). Ce qui reste implicite ici, c'est une connotation du territoire et de la territorialité plus proche des processus d'ordre économique.

- 23 2- Une autre conception est la conception politique, la plus solide au niveau académique : elle voit le territoire comme une forme de contrôle des individus et/ou des processus sociaux à partir du contrôle de leur espace matériel d'existence³. Le territoire et le pouvoir vont ici de concert. C'est à cause de cela que la conception classique du territoire paraît voisine de l'idée d'État-nation, mais dans aucune hypothèse, elle ne peut se réduire à celui-ci. Aujourd'hui, et depuis surtout les travaux de Michel Foucault, on perçoit combien la territorialité, au sens politique, s'amplifie à d'autres échelles, y compris celle des "micro-pouvoirs", dans les espaces disciplinaires comme celui des hôpitaux, des écoles, des casernes, des institutions religieuses, etc. Mais ici aussi, nombreux sont ceux qui défendent la thèse de la déterritorialisation : la globalisation, en supprimant sans cesse davantage les frontières, fragiliserait le contrôle de l'État-nation, territoire par excellence de la modernité.
- 24 3- Une troisième approche enfin donne la priorité à la dimension culturelle dans la définition du territoire, et le voit avant tout comme un espace doté d'identité, une identité territoriale (Haesbaert, 1999). Nombreux sont ceux qui survalorisent la question "culturelle", d'une façon un peu dissociée des autres sphères de la société, de manière à identifier des territoires délimités, surtout dans la conception identitaire - ethnique, nationale, religieuse - des groupes sociaux. Nous avons ici également ceux qui défendent une re-territorialisation plus prononcée, avec la radicalisation des identités culturelles territorialement définies (comme dans la thèse sur "le choc des civilisations" de Samuel Huntington, 1996), aussi bien que ceux qui propagent une conception de la déterritorialisation culturelle sous l'égide des hybridations (Canclini, 1998) et/ou de la création d'une culture globalisée "internationale-populaire" (Ortiz, 1993).
- 25 En réalité, il est très difficile d'établir des frontières entre la conception politique et la conception culturelle du territoire. Même si nous donnons la priorité à la dimension culturelle, comme le font Bonnemaïson et Cambrézy (1996), elle ne peut être considérée que comme culture politique, surtout parce que la production symbolique qui domine notre temps est inséparable des relations de pouvoir auxquelles celle-ci est liée (de là l'idée de pouvoir symbolique, comme il est défini par Bourdieu, 1989). Ainsi, même les géographes qui ont souligné la tradition politique du territoire, n'en ignoraient pas les bases culturelles, symboliques. Il suffit pour cela d'analyser les positions de trois auteurs qui constituent des références centrales pour cette discussion : Friedrich Ratzel, Claude Raffestin et Robert Sack.

- 26 Ratzel, qui est considéré par beaucoup de géographes comme le premier grand classique du traitement du territoire, qu'il traite très souvent en parlant du sol, admet l'existence "d'un lien", d'une "attache psychologique" au sol, née "de l'habitude héréditaire de la cohabitation, du travail commun et du besoin de se défendre contre l'extérieur". De cette cohabitation qui lie les membres d'un peuple au sol, "où gisent les restes des générations précédentes, [...] surgissent des liens religieux avec certains lieux sacrés, beaucoup plus solides que la simple habitude ou le travail commun" (Ratzel, 1988, p.22). C'est ce que Bonnemaïson et Cambrézy (1996) appellent aujourd'hui le dépassement d'une vision utilitariste du territoire par une vision du territoire en tant que valeur.
- 27 Claude Raffestin, écrivant pour sa part en 1980, presque un siècle après Ratzel, affirme catégoriquement que "le territoire concret devient moins significatif que le territoire informationnel en matière de territorialité" (1993, p. 183). L'auteur ne voit pas dans le territoire une "matérialité neutre", mais mêlée à nos systèmes de signification : "le territoire est une réorganisation de l'espace dans laquelle l'ordre est à la recherche des systèmes informationnels dont dispose l'homme en tant qu'appartenant à une culture. Le territoire peut être considéré comme un espace informé par la sémiosphère" (1993, p. 177).
- 28 Dans un livre qui est déjà devenu classique, *Human Territoriality*, Robert Sack enfin, et même s'il donne clairement la priorité aux aspects politiques de la territorialité, soulignant qu'elle permet le contrôle des individus et des ressources, affirme que "de même que la culture, la tradition et l'histoire assurent la médiation du changement économique, elles assurent la médiation de la manière dont les individus et les lieux sont liés, de celle dont les gens usent de la territorialité, et de celle dont ils valorisent la terre". Le quotidien des personnes n'implique pas seulement un "espace vide", "froid et abstrait" : le simple fait de consommer "propose de créer des contextes affectifs et de signification". Ainsi, "la territorialité, comme composante du pouvoir, n'est pas seulement un moyen pour créer ou maintenir l'ordre, mais une stratégie pour créer et maintenir une grande partie du contexte géographique à travers lequel nous faisons l'expérience du monde et le dotons de signification" (1986, p. 219). Il n'est pas difficile de démontrer ainsi le caractère pertinent de l'analyse des processus de déterritorialisation dans l'optique culturelle ou symbolique.

La dimension culturo-identitaire de la dé-territorialisation

- 29 Nous pouvons affirmer, sans aucun doute, que penser le territoire, c'est le penser politiquement et culturellement. Bayart, prenant comme question de base les relations entre culture et politique sans tomber dans une approche culturaliste, affirme : "Il est bien clair que l'action politique est automatiquement une action culturelle [...]. Mais le culturalisme est précisément incapable de rendre compte de cette quasi-synonymie, parce qu'il définit de façon substantialiste les cultures et qu'il postule entre ces dernières et l'action politique une relation d'extériorité, sur le mode de la causalité univoque" (1996, p. 12). D'un autre côté, il n'y a aucune activité, activités matérielles comprises, qui ne soit en même temps productrice de sens et de symboles, puisque "comprendre un phénomène social, économique et politique revient à déchiffrer sa "raison culturelle", comme nous l'a enseigné tout un courant anti-utilitariste de

l'anthropologie" : en définitive, "c'est la culture qui constitue l'utilité" (Bayart, 1996, p. 25).

- 30 C'est dans cette perspective de culture politique, et en même temps matérielle et symbolique, que nous percevons la dimension culturelle des processus de déterritorialisation. Certains auteurs, de tendance culturaliste, affirment que le caractère proprement culturel des territoires précède leur nature politique, et/ou s'impose à elle⁴. Il ne s'agit pas, cependant, de substituer une vision "matérialiste" à une vision "idéaliste" des processus de dé-territorialisation.
- 31 Prioritaire ou non, antécédente ou non au politique, la dimension culturelle est toujours présente dans les processus de territorialisation. On met aujourd'hui l'accent comme on l'a rarement vu sur la charge identitaire ou symbolique de ce qu'Anderson (1989) appelle des "communautés imaginées" (mais qui ne sont jamais purement "imaginaires"). Les territoires modernes, ceux de l'État-nation par excellence, sont marqués par une "communauté imaginée" fondée par la figure d'un individu national-universel, capable de s'imposer aux diverses "communautés" basées sur la différenciation ethnique des groupes sociaux. Parallèlement cependant, se réinventent les symboles et les identités nationales. structurées pour consolider l'homogénéisation de la nouvelle "nation-État". C'est de là que vient le fait que la création des États-nations modernes est en même temps un mouvement de déterritorialisation et de reterritorialisation, parlant politiquement et culturellement.
- 32 Aujourd'hui, dans le désordre territorial qualifié de manière précaire de postmoderne, parallèlement à une globalisation qui se dit homogénéisatrice et niveleuse des cultures, surgit une fragmentation impliquant les territoires des États-nations, avec un caractère politique plus prononcé, et des territoires de forte connotation identitaire⁵ et dont beaucoup véhiculent une véritable ethnicisation de la territorialité. Toutefois, beaucoup plus qu'à une dissociation entre la dimension politique et la dimension culturelle du territoire, il n'est possible de penser qu'en termes d'accent mis sur l'une plus que sur l'autre, de prédominance de l'une sur l'autre.
- 33 Parallèlement à la déterritorialisation au sens de "déracinement géographique", comme le propose Simone Weil (1997), dans laquelle l'État (ou la nation, selon les termes de l'auteur), paraissait se substituer à toutes les autres "communautés territoriales"⁶, nous rencontrons la reterritorialisation la plus radicale, au sens de fermeture des frontières - au niveau local (intra-urbain), régional, national ou de bloc, contrôlant ainsi l'accès de groupes qui ne partagent pas les traits culturels et/ou de la hiérarchie politico-économique du groupe "natif" qui y est territorialisé.
- 34 C'est tout autant une reterritorialisation qui est poursuivie en termes de nouveaux territoires qui s'appuient sur les anciens groupes ethniques dont les traditions demandent très souvent à être "réinventées" (en termes "d'invention des traditions", selon Hobsbawm et Ranger, 1984), que des territoires, qui, dans leur configuration elle-même, inventent des identités et représentent pratiquement la fondation de nouveaux groupes et identités culturelles. Ce va-et-vient entre espace et culture, territoire et identité, montre cependant que l'identité (dans le cas ethnico-territorial) n'est pas une "simple manipulation symbolique ou idéologique. L'identité ethnique a une valeur performative, au sens qu'elle finit effectivement par orienter le comportement des acteurs sociaux, et par leur offrir du sens et une possibilité de mobilisation" (Rivera, 1999, p. 53). Comme les processus contemporains d'ethnicisation sont fréquemment

porteurs d'un discours territorial pour se légitimer, il est juste d'affirmer que le territoire apparaît souvent comme un territoire ethnicisé.

- 35 Un exemple cité par Rivera illustre bien ce qui peut se nommer l'ethnicisation d'une notion géographique, commune dans l'actualité. Il s'agit du mouvement de la Ligue du Nord italienne pour l'autonomie et l'indépendance de la Padanie, impliquant en même temps l'invention d'un territoire, d'une tradition et d'une identité "padanes". Le nom de Padanie fut créé à partir de la "plaine padane" (celle du Pô) et clairement manipulé en faveur des intérêts des classes dirigeantes du Nord italien, plus riche, dans ses revendications fédéralistes et séparatistes face au Centre et au Sud du pays, plus pauvres⁷. On peut ainsi affirmer que "la géographisation d'une notion ethnique" aujourd'hui prédominante, est tout autant possible, comme cela demeure évident dans des conflits comme ceux de la Palestine, de la Bosnie ou du Rwanda, que l'ethnicisation d'une notion géographique, comme dans le cas de la Padanie.
- 36 Ainsi, la déterritorialisation dans des territoires profondément marqués par des traits ethnoculturels implique, par-dessus tout, la destruction de ce que Saïd dénomme "les géographies imaginaires". L'identité, dans ces cas, dépend profondément des constructions se référant à un découpage géographique déterminé, qu'elles aient, selon les cas, un caractère plus concret ou plus abstrait.
- 37 Après avoir discuté du bien-fondé du fait de traiter du territoire et de la déterritorialisation à partir d'une dimension culturelle entendue comme culture politique, nous pouvons proposer un traitement de la déterritorialisation à partir des différents niveaux d'interaction culturelle que celle-ci implique. Nous avons ainsi des territoires culturellement plus fermés - dont les groupes peuvent être vus, en même temps, comme territorialisés (de manière interne) et déterritorialisés (en relation avec les groupes des autres territoires, exclus de ceux-ci) - et des territoires culturellement plus hybrides, dans le sens qu'ils permettent et qu'ils facilitent le dialogue interculturel, que l'on sait pouvoir aller jusqu'à l'émergence de formes nouvelles, multiples, d'identification sociale.
- 38 Un des problèmes les plus sérieux rencontrés aujourd'hui en relation avec la diffusion d'espaces qui stimulent la convivialité multiculturelle est la privatisation des espaces publics et le confinement du "public" à des zones fermées ou partagées par des "communautés" définies par leur segment économique ou de consommation, comme c'est le cas des *shopping centers*. "L'invasion" récente d'un *shopping* de la zone sud dans la ville de Rio de Janeiro par un groupe de sans-logis de la zone ouest de la cité, beaucoup plus pauvre, démontre de manière très claire la dissociation, la distanciation qui existent entre les classes sociales et les groupes socioculturels en termes des territorialités qui se copartagent le cœur de la cité.
- 39 Le *shopping center* est un bon exemple d'espace public qui est aussi partiellement privatisé, au sens qu'il sélectionne ceux qui le fréquentent, soit de manière directe, selon l'apparence physique (type de tenue, par exemple), soit de manière indirecte, par la classe socio économique du consommateur. Si la classe moyenne peut jusqu'ici se "reterritorialiser" à travers les relations qu'elle promeut au sein des *shoppings*, les classes plus pauvres font l'expérience à travers la sélectivité de ces espaces, d'un processus de déterritorialisation, d'exclusion spatiale. Mais il reste clair pour une fois que les processus de déterritorialisation ont des connotations distinctes, et qui vont jusqu'à être opposées, en fonction de la classe sociale ou du groupe culturel auquel on se réfère.

- 40 Un des auteurs qui a le plus abordé la question de la déterritorialisation d'un point de vue culturel est le sociologue mexicain Nestor Canclini (1995, 1997). Pour cet auteur, deux des processus responsables des changements socioculturels contemporains sont 1- "la reformulation des modèles de localisation et de convivialité urbaines" (1995, p. 27), rompant le lien local entre résidence et travail, rendant polycentrique l'aire urbaine, et 2- "la redéfinition du sens de l'appartenance et de l'identité", qui substitue aux loyautés locales et nationales "des communautés transnationales ou déterritorialisées de consommateurs (les jeunes tout autour du rock, les téléspectateurs qui suivent les programmes de CNN, MTV et d'autres réseaux transmis par satellite)" (1995, p. 28, souligné par nous).
- 41 Ainsi vue, la déterritorialisation résulte de l'affaiblissement des loyautés locales et nationales, au profit des communautés transnationales, ou, selon les termes de l'auteur, de "communautés déterritorialisées de consommateurs". Pour Canclini, "ce qui est nouveau dans la seconde moitié du XXe siècle, c'est que ces modalités audiovisuelles et de masses de l'organisation de la culture ont été subordonnées aux critères de profit des entreprises, tout comme à une ordonnance globale que déterritorialise ses contenus et ses formes de consommation" (1995, p. 28-19). Cette déterritorialisation liée à la standardisation mercantile des formes de consommation implique aussi bien le passage d'un monde des "identités modernes" vers un monde des "identités postmodernes" (terme "chaque fois plus malcommode", il le reconnaît). Ainsi :
- "Les identités modernes étaient territoriales et presque toujours monolingustiques. Elles se consolidaient en subordonnant des ethnies ou des régions à l'intérieur d'un espace, plus ou moins arbitrairement défini, appelé nation [...]. D'un autre côté, les identités postmodernes sont transterritoriales et multilinguistiques. Elles structurent moins par la logique des États que par celle des marchés : au lieu de se baser sur les formes de communication orales et écrites qui couvraient des espaces personnalisés et prenaient place à travers des interactions proches, elles opèrent grâce à la production industrielle de culture, sa communication technologique, et par la consommation différée et segmentée de biens. La définition sociospatiale classique de l'identité référée à un territoire particulier demande à être complétée par une définition socio communicationnelle" (1995, p. 35-36, souligné par nous).
- 42 Canclini paraît quelquefois aller selon la même logique aujourd'hui généralisée de "redécouverte" ou d'accent mis sur la dimension territoriale de la société pour affirmer son affaiblissement - ou même sa disparition. Mais il y a ici plus de subtilité, et l'on peut fréquemment percevoir une vision plus relationnelle entre l'espace (ou le territoire) et la société : une "définition sociospatiale de l'identité" est "complétée" - et non pas remplacée - par la "définition socio-communicationnelle". La xénophobie réactive des "refuges nostalgiques" implique encore des enracinements territoriaux promoteurs de la violence, mais, si nous cherchons à transformer ce contexte, nous devons "combinaison l'enracinement territorial des quartiers et des groupes avec la participation solidaire à l'information et avec le développement culturel permis par les moyens de communication de masse, dans la mesure où ceux-ci rendent présents les intérêts publics" (1995, p. 115, souligné par nous). Avec la revalorisation de certains environnements culturels, l'auteur conçoit aussi la "reterritorialisation", avec les mouvements sociaux et les moyens de communication qui mettent l'accent la culture locale et régionale.
- 43 Enfin, la tension entre déterritorialisation et reterritorialisation est une des voies les plus prometteuses pour comprendre les entrées et sorties de la modernité.

"Les recherches les plus radicales sur ce que signifie le fait d'entrer ou de sortir de la modernité sont celles des auteurs qui prennent en compte les tensions entre déterritorialisation et reterritorialisation. Nous nous référons sur ce point à deux processus : la perte de relation "naturelle" de la culture avec les territoires géographiques et sociaux, et dans le même temps, certaines relocalisations territoriales relatives, partielles, des productions symboliques anciennes ou nouvelles" (1997, p. 288).

- 44 Pour comprendre ces processus, l'auteur part de la "transnationalisation des biens symboliques" (p. 288) et des "migrations multidirectionnelles" (p. 290). Allant ainsi plus loin dans son raisonnement géographique, l'auteur réclame comme Roger Rouse (cité par Canclini, 1997, p. 314) une nouvelle cartographie pour révéler ces nouveaux espaces en "déterritorialisation" constante. Elle sera, par exemple, beaucoup plus basée sur les notions de frontière et de circuit que sur celles de centre et de périphérie.
- 45 Un autre travail de grand intérêt relatif aux processus de déterritorialisation, venu aussi d'en dehors de la géographie, est celui du sociologue français Michel Maffesoli. Cet auteur, qui défend une conception (très critiquable) de la post-modernité qui s'oppose clairement à celle de la modernité et la perçoit de manière très optimiste, estime qu'un "rénchantment du monde" se produit aujourd'hui, qui "a pour ciment principal une émotion et une sensibilité vécues en commun" (1987, p. 42).
- 46 Dans ce cas, l'équation antérieurement défendue par Canclini paraît parfois s'inverser : le monde "postmoderne" ne se déterritorialise pas, mais se reterritorialise plutôt. Les "tribus", dans leur revalorisation de la vie quotidienne, et à partir de la "frivolité et de la superficialité" qui "rendent possibles quelque forme d'agrégation" (Maffesoli, 1987, p. 127), provoquent un rapprochement (la "promiscuité"), et c'est "parce qu'il existe un partage d'un même territoire (qu'il soit réel ou symbolique), que nous voyons naître l'idée communautaire et l'éthique qui est son corollaire" (1987, p. 24). Comme contrepoint, nous pouvons déduire que la déterritorialisation est vue comme le désenchantement "moderne" du monde, la fragilisation de la vie communautaire, l'individualisme et la massification.
- 47 Cette vision quelque peu nostalgique qui exalte l'idéal communitariste présent-territoire-mythe conduit l'auteur à mettre l'accent sur la "proxémie", le sens relationnel de la vie sociale, "l'homme en relation", y compris avec le milieu naturel alentour. Cela signifie la reconnaissance de : "non seulement la relation interindividuelle, mais aussi de celle qui me lie à un territoire, à une cité, à un environnement naturel que je partage avec d'autres. Ce sont les petites histoires du jour le jour : le temps qui se cristallise en espace. À partir de là, l'histoire d'un lieu devient l'histoire personnelle. Par la sédimentation, tout ce qui est insignifiant [...] se transforme dans ce que Nietzsche appelait le 'quotidien/figuratif' [...]. Le quotidien qui nous enseigne que 'nous pouvons vivre ici, parce que nous vivons ici'" (p. 169-170, souligné par l'auteur).
- 48 Partant du couple histoire-mythe et de l'héritage hellénistique, Maffesoli affirme que, alors que "les puissances qui régissent le monde" produisent l'histoire, les villes et leurs territoires produisent des mythes, qui les alimentent.
- "Pour reprendre une image spatiale, l'extension (*ex-tendere*) de l'histoire s'oppose à l'in-tension (*in-tendere*) du mythe, qui va privilégier ce qui se partage à travers le mécanisme d'attraction/répulsion qui lui est inhérent" (1987, p. 170)
- 49 Pour l'auteur, "[...] l'expérience de la vie en commun est ce qui fonde la grandeur de la cité" (p. 171). Se reportant à Florence, il rappelle que : "le noble, par opportunité ou par

alliance politique, peut modifier et changer ses affiliations territoriales. Le commerçant, par les exigences propres à sa profession, ne cesse de circuler. Le peuple, pour sa part, est celui qui persévéra dans son espace, [se sent] plus responsable de la 'patrie', ce terme étant pris dans son sens le plus simple, [...] le territoire de ses ancêtres", "cet amour pour le proche et pour le présent"; "la mémoire de la quotidienneté" (p. 175)

- 50 Entre le cosmopolitisme et l'enracinement, "l'homme relationnel", à accentuer le spatial, le territorial, devient un "mélange d'ouverture et de réserve", mais où "l'affabilité" des contacts quotidiens peut être "l'indice d'une 'autoréférence' puissante" (p. 174). Maffesoli affirme qu'une "hétéronomie tribale" se substitue à "l'autonomie individuelle" bourgeoise, "en retour d'un investissement affectif, passionnel et dont nous connaissons les aspects structurellement ambigus et ambivalents" (p. 175). Il y a, c'est clair, reconnaissance de ce que cette tendance se mêle dans "une dialectique masse/tribus" dans laquelle "la masse [la déterritorialisation, pourrions-nous ajouter] est le pôle englobant, et la tribu [la reterritorialisation] est le pôle de la cristallisation particulière, toute la vie sociale s'organisant autour de ces deux pôles dans un mouvement sans fin" (p. 176).
- 51 Les multiples tribus auxquelles chacun peut appartenir révéleraient les multiples territorialités, éphémères, que nous assumerions au long de notre existence quotidienne, cette multiplicité étant facilitée par les contacts via Internet ou le Minitel. Une nouvelle rationalité se trouverait dans le même temps annoncée, "centrifuge et centripète", statique et dynamique, entre masse et tribu, ségrégation et tolérance, où "le coefficient d'appartenance n'est pas absolu, chacun pouvant participer à de groupes, investissant dans chacun de ceux-ci une part importante de soi" (p. 202). "L'ancien mythe de la communauté" est réactualisé par le "paradigme du réseau" (p. 208), seul capable de rendre compte de cet échange permanent entre masse et tribu, points (ou nœuds) d'agrégation et lignes de circulation. Certainement, et si on laisse de côté une certaine nostalgie communautariste déjà soulignée, Maffesoli se réfère ici, avec d'autres mots, à un nouveau processus de reterritorialisation, beaucoup plus en réseau que sous la forme plus traditionnelle de "territoires-zones" spatialement continues et qui s'excluent mutuellement.
- 52 Ce que Maffesoli ne souligne pas avec une emphase suffisante, c'est que ce "retour d'un investissement affectif, passionnel" n'a pas seulement un aspect ambigu, ambivalent, de ce que nous avons appelé une nouvelle "multiterritorialisation". D'innombrables manifestations contemporaines représentent une territorialité fermée, compartimentée, un "territorialisme", spécialement celles qui recourent à ce que nous avons déjà dénommé l'ethnisation de la vie et du territoire, évidente dans les conflits récents tant au niveau national (Kosovo, Tchétchénie) que local (quartiers de Badford et Oldham, en Angleterre). Brunet *et al.* (1993) affirment que le territorialisme est le "mauvais usage de la territorialité, déviation par laquelle se survalorise un territoire d'appartenance, au point de prétendre exclure toute personne considérée comme étrangère". Il apparaît ainsi associé au "terrorisme" et à une "vision animale du territoire", naturalisée, que l'on ne peut mettre en doute, c'est-à-dire sans historicité (1993, p. 481).
- 53 La thèse polémique du "choc des civilisations" de Samuel Huntington (1997) paraît être le point extrême atteint par les interprétations qui accompagnent ce versant culturo-territorialiste, à l'inverse de la thèse de la domination de la déterritorialisation par le

biais culturel. La proposition centrale de Huntington, est celle selon laquelle "la culture et les identités culturelles [tout comme leurs bases territoriales en termes de grands espaces civilisationnels] [...] sont en train de modeler les schémas de cohésion, de désintégration et de conflit dans le monde post Guerre froide" (1997, p. 18-19). Pour Huntington, qui travaille à une échelle très différente de celle abordée par Maffesoli, à l'échelle mondiale, beaucoup plus qu'une déterritorialisation, ce qui se produit dans le monde d'après la Guerre froide est une reterritorialisation autour des grandes unités socioculturelles, les "civilisations". Sa thèse est polémique, depuis la délimitation de ces civilisations jusqu'au point-clef selon lequel les conflits de bases se dérouleraient le long des "lignes de fracture" ou de contact entre ces diverses unités culturelles.

- 54 Ceci ne signifie pas que la thèse soit complètement dénuée de sens, car sans cela elle n'aurait pas provoqué tant de débats. Il suffit de voir les conflits comme ceux de l'ex-Yougoslavie ou de la Palestine, encore que ni l'un ni l'autre ne puisse être réduit à une interprétation culturaliste. Ce qui se passe, estimons-nous, c'est que des "confrontations civilisationnelles" ou mieux, à fondement culturel, se produisent, mais elles ne constituent pas la règle et ne peuvent jamais être expliquées en faisant exclusivement référence à une dynamique de base strictement identitaire et culturelle.
- 55 D'un autre côté, en fin de compte, il y a ceux qui se font les avocats d'un métissage culturel, et/ou d'une culture globale qu'il ne serait pas possible de traduire, à partir d'aujourd'hui, dans les formes plus traditionnelles de cultures bien délimitées qui, entre autres aspects, étaient définies en fonction de leurs bases territoriales. Cela veut dire des groupes ou des identités culturelles qui étaient profondément imprégnées d'une base territoriale qui, bien des fois, était la condition *sine qua non* de leur existence, de leur individualité⁸.
- 56 À partir de la lecture des *Cultures hybrides* de Nestor Canclini, on peut tenter de redéfinir la territorialité culturelle "postmoderne", ou mieux, de notre "ultra-modernité" (Bosi, 1992) non pas comme une a-territorialité, comme certains le voudraient, mais comme une nouvelle territorialité, capable de traduire cette imbrication, cette hybridation des valeurs identitaires. "L'authenticité" culturelle recherchée par la notion puis traditionnelle et aujourd'hui dépassée d'identité, à laquelle correspondait aussi (ou à laquelle on prétendait qu'elle correspondait) un territoire-zone de frontières bien définies, se voit aujourd'hui remplacée, de manière plus claire, par une identité hybride, pleine de simulacres, "d'inauthenticité". Ainsi, par exemple, les migrants mexicains analysés par l'auteur dans la zone frontière mexico-américaine incorporent bien cette figure multi identitaire et multi-territoriale de l'espace *in-between*, les "entre-lieux" transfrontières de Homi Bhabha (1998).
- 57 Ceci se produit aussi, à une échelle un peu plus réduite, avec les migrants brésiliens à la frontière avec le Paraguay, que nous avons analysés dans une recherche récente (Haesbaert et Santa Barbara, 2001). Tantôt brésiliens, tantôt paraguayens, tantôt "brésiguayens", ils naviguent entre des identités variées définies surtout en relation avec les territorialités distinctes qui résultent du contexte transfrontalier. Il s'agit souvent de stratégies de survie (lorsque les "Brésiguayens" étaient initialement des "sans-terres" brésiliens venus du Paraguay et campant au Mato Grosso do Sul dans les années 1980), ou de quête de gains politico-économiques plus amples (comme c'est aujourd'hui le cas des grands entrepreneurs "brésiguayens" - Brésiliens résidant au Paraguay - qui se disent l'objet de discrimination de la part de la population paraguayenne).

58 Presque à côté de la zone agro-industrielle de culture du soja, dominée par les migrants brésiliens, on voit dans Ciudad del Este les diasporas globalisées de Coréens, de Chinois, d'Arabes, de Libanais. Dans les aires urbaines, au moins, ces groupes culturels manifestent une espèce de cosmopolitisme transfrontalier qui révèle bien un type de multiterritorialité émergente. Mais, quoiqu'ancrée dans la multiplicité, celle-ci ne "fonctionne" pas obligatoirement comme un ensemble toujours malléable de redéfinition constante des significations. Ainsi, tout comme elle peut s'ouvrir vers le multiple, elle peut aussi bien se fermer dans des conceptions territorialistes, naturalisantes et ségrégationnistes apparemment dépassées. Le discours récent de beaucoup de Paraguayens dans la localité de San Alberto, gouvernée par un préfet brésilien, et qui voient les migrants brésiliens comme des "envahisseurs" qui doivent être repoussés, montre bien l'ambivalence des jeux d'identité⁹.

Les territorialités multiples

- 59 Nous voyons que l'aspect central dans la définition du territoire est le caractère de contrôle des processus sociaux qu'il implique, rappelant toujours que nous ne nous référons pas seulement au contrôle exercé par le pouvoir politique, au sens strict, mais aussi à la force de cohésion des identités territoriales. Dans le monde contemporain, il est évident que le poids de la construction des nouveaux territoires concerne une dimension concrète du processus, comme dans les barrières de contrôle des flux migratoires et dans les ghettos urbains où s'exprime la ségrégation des groupes sociaux, mais qu'elle concerne aussi, et de manière croissante, une dimension symbolique, dans la mesure où des références à un territoire imaginaire peuvent être faites et mêmes "vécues" grâce aux contacts plus faciles, par exemple, entre les grandes diasporas globales d'immigrants.
- 60 En concluant - ou en ouvrant de nouvelles questions -, nous pouvons affirmer que beaucoup plus que d'une "postmodernité déterritorialisante (ou peut-être déterritorialisatrice)", nous sommes plongés dans une ultra-modernité dé- et re-territorialisante, où les nouveaux caractères du territoire impliquent non, pas la domination d'un nouveau modèle, comme l'ordre territorial de l'État-nation cherchait à le faire dans la modernité classique, mais la cohabitation de territorialités diverses. C'est pour cela que nous utiliserons les termes de "territorialités multiples" - et de "multiterritorialité - le premier, plus adéquat pour indiquer la cohabitation, parallèlement, aujourd'hui, de différentes logiques territoriales (les commentaires suivent) ; le second, plus approprié pour rendre compte de la superposition de logiques territoriales soit à l'intérieur d'une même échelle géographique, soit par superposition de logiques territoriales qui interviennent à des échelles distinctes.
- 61 En faisant la synthèse, la multiplicité des territorialités et des processus de territorialisation qui se produisent de manière concomitante aujourd'hui, à la surface la terre nous permet d'identifier :
- 62 a- Les territorialisations plus traditionnelles et exclusivistes qui n'admettent pas les superpositions de juridictions et défendent une grande homogénéité in me, comme logique classique du pouvoir et du contrôle territorial des États-nations, qu'ils soient construits sur l'idée d'une uniformité culturelle ou qu'il s'agisse d'États pluri-ethniques, mais qui cherchent à diluer la pluralité ethnique par l'invention d'une identité nationale commune.

- 63 b- Les territorialités fermées, liées aux territorialismes, qui n'admettent aucune pluralité des pouvoirs et des identités culturelles, comme dans la logique des talibans afghans et dans celle des "solutions" territoriales et qui tendent socialement à la fragmentation des conflits bosniaque et palestinien.
- 64 c- Les territorialisations plus flexibles, qui admettent tantôt la superposition (ou la multifonctionnalité) territoriale, tantôt l'intercalation de territoires - comme c'est le cas des territorialités diverses et successives dans les zones centrales des grandes villes organisées selon un tour d'usages temporaires, entre le jour et la nuit (Souza, 1995), ou entre les jours de travail et les fins de semaine.
- 65 d- Les territorialisations effectivement multiples, qui résultent de la superposition de fonctions et de contrôles, comme dans les nouvelles formes de gestion à plusieurs échelles qui commencent à conjuguer les niveaux locaux, régionaux, nationaux, méga-nationaux (ou de blocs) et globaux.
- 66 Dans ce contexte, nous comprenons effectivement comme "nouveau" deux grands processus au moins :
- 67 1- La formation d'un "territoire-monde" ou celui que Morin et Kern (1995) ont dénommé la "Terre Patrie", encore embryonnaire tant au sens du contrôle politique (sans entités de pouvoir effectivement globales) qu'au sens de la conscience identitaire (fortifiée en particulier par les voyages interplanétaires et par les questions écologiques, qui ont permis de mieux percevoir la Terre comme un tout, et sa spécificité et sa fragilité).
- 68 2- L'expérience d'une multiterritorialité, condition possible grâce à la globalisation et au milieu technico-scientifique informationnel qui l'accompagne (Santos, 1995) d'un processus de "distanciation" et/ou de "compression" spatio-temporelle. De cette façon, un individu unique est capable de faire l'expérience (en fonction, c'est clair, de sa classe sociale) de diverses territorialités à travers deux modalités
- 69 a) l'action à de multiples échelles, même si l'on se situe dans un seul local physique, comme dans les expériences qui sont menées *via* Internet (un entrepreneur, par exemple, contrôlant à partir de sa maison de campagne, pour le moins en partie, le "territoire" d'une grande entreprise) ;
- 70 b) la participation à de multiples territoires/territorialités par la délocalisation physique, ce qui a été facilité par les moyens de transport, beaucoup plus souples et rapides, et par la montée du multiculturalisme, spécialement à l'intérieur des grandes métropoles, offrant à chacun une gamme beaucoup plus large d'options en termes culturels ou identitaires.
- 71 Si nous revenons à nos situations initiales, il est évident que nous ne vivons pas dans un monde déterritorialisé, au sens de la pleine "dissociation" giddesienne, dans lequel nos relations se libèrent complètement des contextes locaux, au sens de la "compression spatiotemporelle" totale de Harvey, ou du monde "d'aleph" de Borges, où un point de l'espace est capable d'englober et de synthétiser tous les autres. Condensé ou étendu, l'espace se recompose en nouvelles territorialités, qu'elles soient concrètes ou symboliquement vécues. C'est d'une nouvelle conception du territoire, en fait, qu'il s'agit. Un territoire multiple, où nous devons mettre en œuvre non pas une identité unique et peu perméable, mais au contraire, une dilution de toutes les identités, plus de cohabitation entre les diverses constructions identitaires, y compris celle qui implique l'option de partager des territoires multiples. Nous pourrions ainsi combattre la plus

réelle des "déterritorialisations", celle qui promeut l'exclusion - dans la prolifération des sans-logis, des sans-terre, en se rappelant que l'exclusion la pire et la plus drastique est celle qui nous empêche d'accéder à notre propre espace, concrètement ou symboliquement approprié, fondement ontologique de l'existence humaine.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON, B., 1989, *Nação e consciencia nacional*, São Paulo, Atica ; 1^{re} édit. 1983.
- AUGÉ, M., 1992, *Non-lieux : introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Ed. du Seuil.
- BADIE, B., 1995, *La Fin des territoires*, Paris, Fayard.
- BARTH, F., 1995, "Les groupes ethniques et leurs frontières" dans P. Poutignat et J. Streiff-Fenrart (dir.), *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF.
- BAUMAN, Z., 1999, *Globalização : as consequências humanas*, Rio de Janeiro, Zahar.
- BAYART, J.-F., 1996, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard. BHABHA, H., 1998, *O Local da Cultura*, Belo Horizonte, Ed. UFMG.
- BONNEMAISON, J.-L. CAMBRÉZY (dir.), 1996, "Le lien territorial : entre frontières et identités", *Géographies et cultures*, no 20, p. 7-18.
- BOSI, A., 1992, *Dialética da colonização*, Silo Paulo, Companhia das Letras.
- BOURDIEU, P., 1989, *O Poder simbólico*, Lisboa, Bertrand, Rio de Janeiro, Difel.
- BRUNEAU, M. (dir.), 1995, *Diasporas*, Paris, Reclus/La Documentation française.
- CAIRNCROSS, F., 2000, *O Fim das distancias : como a revolução nas comunicações transformara nossas vidas*, Silo Paulo, Nobel ; 1^{re} édit. 1997.
- CANCLINI, N., 1995, *Consumidores e cidadãos : conflitos culturais na globalização*, Rio de Janeiro, Editora UFRJ.
- CANCLINI, N., 1997, *Cu/turas híbridadas*, Silo Paulo, EdUSP ; 1^{re} édit. 1992.
- CASTORIADIS, C., 1990, *Les Carrefours du Labyrinthe III- Le Monde morcelé*, Paris, Ed. du Seuil.
- CLAVAL, P. 1996, "Le territoire dans la transition à la postmodernité", *Géographie et cultures*, no 20, p. 93-112.
- DELEUZE, G. et F. GATIARI, 1972, *L'Anti-Œdipe : capitalisme et schizophrénie*, Paris, Ed. de Minuit.
- FOUCAULT, M., 1979, *Microfísica do Poder*, Rio de Janeiro, Graal.
- FUKUYAMA, F., 1993, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion.
- GIDDENS, A., 1994, *Les Conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan.
- GUÉHENNO, J.-M., 1993, *La Fin de la démocratie*, Paris, Flammarion.
- HABERMAS, J., 1988, *Le Discours philosophique de la modernité : douze conférences*, Paris, Gallimard.

- HAESBAERT, R., 1995, "Desterritorialização entre as redes e os aglomerados de exclusão", dans I. Castro et al. (dir.), *Geografia : conceitos e temas*, Rio de Janeiro, Bertrand Brasil.
- HAESBAERT, R., 1997, *Des-territorialização e identidade : a rede "gaucha" no Nordeste*, Niterio, EdUFF.
- HAESBAERT, R., 1999, "Identidades territoriais" dans Z. Rosendahl et R. L. Gorra (dir.), *Manifestações da cultura no espaço*, Rio de Janeiro, Ed. UERJ.
- HAESBAERT, R., et M. SANTA BARBARA, 2001, "Identidades e migração em áreas transfronteiras", *Geographia 5*, Niteroi, Pos-Graduação em Geografia.
- HALL, S., 1997, *Identidades culturais na Pos-Modernidade*, Rio de Janeiro, DP & A ; 1^{re} édit. 1982.
- HARVEY, D., 1989, *The Condition of postmodernity: an enquiry into the original cultural change*, Oxford, B. Blackwell.
- HOBBSBAWM, E. et T. RANGER, 1984, *A Invenção das tradições*, Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- HUNTINGTON, S., 1997, *Le choc des civilisations*, Paris, O. Jacob.
- JAMESON, F., 1991, *Postmodernism, or a cultural logic of late capitalism*, Londres, New York, Verso.
- LÉVY, P., 1999, *Cibercultura*, Silo Paulo, Ed. 34.
- LYOTARD, F., 1979, *La condition postmoderne*, Paris, Ed. Minuit.
- MAFFESOLI, M., 1988, *Le temps des tribus : le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, Paris, Méridiens Klincksieck.
- MORIN, E. et B. KERN, 1993, *Terre-patrie*, Paris, Ed. du Seuil : trad. brés., 1995, *Terra Patria*, Porto Alegre, Sulina.
- O'BRIEN, R., 1992, *Global financial integration: the end of Geography*, New York, The American Institute of International Affairs and Council for Foreign Relations Press.
- OHMAE, E., 1996, *The end of Nation State: the rise of regional economies*, New York, Free press paperbacks.
- ORTIZ, R., 1993, *Mundialização e cultura*, Sao Paulo, Brasiliense.
- RAFFESTIN, C., 1986, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Utec.
- RATZEL, F., 1988, *Géographie politique*, Paris, Economica.
- RIVERA, A., 1999, "Qui est ethnocentriste ? Pureté et purification ethnique", *Recherches 13, (Le Retour de l'ethnocentrisme)*, Paris, MAUS/La Découverte.
- SACK, R., 1986, *Human Territoriality*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SAID, E., 1990, "Narrative and Geography", *New Left Review*, n° 180, mars-avril.
- SANTOS, M., 1995, *Técnica, espaço, tempo: globalização e meio técnico-científico informacional*, Sao Paulo, HUCITEC.
- SANTOS, M., 1996, *A Natureza do espaço*, Sao Paulo, HUCITEC.
- SOUZA, M., 1995, "O território sobre espaço e poder, autonomia e desenvolvimento", dans I. Castro et al. (dir.), *Geografia : conceitos e temas*, Rio de Janeiro, Bertrand Brasil.
- VIRILIO, P., 1977, *Vitesse et politique*, Paris, Galilée.
- VIRILIO, P., 1987, "Fin de l'histoire ou fin de la géographie ? Un monde surexposé", *Le Monde diplomatique*, août, p. 17.
- WEIL, S., 1997, *L'Enracinement*, Paris, Gallimard ; 1^{re} édit. 1949.

WERLEN, B., 2000, "Régionalisme et société politique", *Geographia* 4, Niteroi, Pos Graduação em Geografia.

NOTES

1. Alors que pour Habermas (1990) la modernité est encore un projet inachevé, pour Castoriadis (1990), elle est intrinsèquement un projet qui ne sera jamais finalisé dans la mesure où elle doit toujours être prête à reformuler ses principes et à réévaluer ses présupposés. Castoriadis définit la période moderne comme celle de la lutte et de l'imbrication mutuelle entre deux "significations nucléaires : autonomie individuelle et sociale d'un côté, expansion illimitée et rationnelle de l'autre" (1990, p. 19). Aujourd'hui, avec la crise du projet d'autonomie et de l'opposition au capitalisme, ce que l'on appelle postmodernité n'est plus qu'une "époque de conformisme généralisé". À des niveaux différents de la critique du capitalisme, les trois auteurs, Castoriadis, Habermas et Giddens partagent au moins la même idée de l'ambivalence de la modernité, une "lame à deux tranchants" entre l'autonomie et l'hétéronomie, la raison instrumentale et la raison critique. Pour Giddens, elle représente, d'une part, la sécurité, les possibilités et la confiance, et de l'autre, les périls et les risques.

2. Pour se faire une idée de la diffusion du terme, nous en avons localisé, dans une recherche sur Internet, plus de 800 mentions sur les pages du web. L'ambiguïté des notions est ce qui domine. Pour simplement montrer le niveau de polémique et de polyphonie conceptuelles entre les auteurs "classiques" de discours sur la déterritorialisation, on peut retenir les philosophes Deleuze et Guattari (1972). À l'inverse de la majorité des auteurs qui voient l'État capitaliste comme un agent territorialisateur par excellence, le capitalisme et l'État (y compris l'État despotique asiatique), sont pour eux intrinsèquement déterritorialisateurs, dans la mesure où ils inscrivent les gens dans une "organisation administrative, foncière et résidentielle" qui promeut non pas "la territorialité mais, au contraire, l'effet du premier grand mouvement de déterritorialisation des communautés primitives" (p. 150) : "loin de voir dans l'État le principe d'une territorialisation qui inscrit les personnes selon leur résidence, nous devons voir dans le principe de résidence l'effet d'un mouvement de déterritorialisation qui divise la terre comme un objet et soumet les hommes à une nouvelle inscription impériale [...], à un nouveau corps social" (p. 200).

3. Robert Sack est un des auteurs classiques dans cette ligne de définition du territoire. Il conçoit la territorialité comme "une stratégie spatiale pour atteindre, influencer ou contrôler les ressources et les personnes par le contrôle d'une aire", qui, comme telle, peut être activée ou désactivée (Sack, 1986, p. 1). Ses "formes les plus familières" peuvent être les "territoires politiques et la propriété privée de la terre [...], mais la territorialité prend place à divers niveaux et dans divers contextes sociaux. Elle est utilisée dans les relations quotidiennes et dans les organisations complexes [...], elle est une expression géographique fondamentale du pouvoir social. C'est le moyen par lequel l'espace et la société sont mis en relation" (Sack, 1986, p. 5).

4. Par exemple, pour Bonnemaïson et Cambrézy (1996) : "[...] l'existence et même l'impérieuse nécessité pour toute société humaine d'établir un rapport fort, voire une relation spirituelle, à son espace de vie, semble clairement établie. [...] La puissance du lien territorial révèle que l'espace est investi de valeurs non seulement matérielles mais aussi éthiques, spirituelles, symboliques et affectives. C'est ainsi que le territoire culturel précède le territoire politique et à plus forte raison qu'il précède l'espace économique" (p. 10).

5. À ce propos, voir le passage sur la relation entre identité et territoire dans Claval (1999).

6. Entre les différents types de déracinement, Simone Weil distingue "le déracinement qu'on pourrait nommer géographique, c'est-à-dire par rapport aux collectivités qui correspondent à des territoires. Le sens même de ces collectivités a presque disparu, excepté pour une seule, la

nation. Mais il y en a eu beaucoup d'autres. Certaines plus petites, toutes petites parfois : ville ou ensemble de villages, province, région ; certaines englobant plusieurs nations ; certaines englobant plusieurs mor eaux de nations. La nation seule s'est substituée à tout cela. La nation, c'est à dire l'État ; car on ne peut pas trouver d'autre définition au mot nation que l'ensemble des territoires, reconnaissant l'autorité d'un même État. On peut dire qu'à notre époque l'argent et l'État ont remplacé tous les autres attachements" (Weil, 1997, p. 129).

7. Il est important de rappeler que ce "ciment entre les classes" que l'identité promet peut être un facteur de domination, comme c'est net dans le cas de la Padanie, mais aussi un facteur de résistance, comme cela se produit parmi les migrants, contre le rejet et l'exclusion, dans les mouvements "black" en Angleterre et "beur" en France (Rivera, 1999).

8. Il est toutefois important de souligner que, au moins depuis Barth (1998), on sait que les distinctions ethniques, ou en un sens plus large, culturelles, même celles des groupes les plus traditionnels, ne dépendent pas de l'isolement et/ou de la séparation (y compris géographique), ni du manque de contact et d'interaction entre les groupes. Beaucoup d'identités sont construites exactement dans le cadre de l'échange d'informations avec d'autres groupes culturels.

9. La revue *Veja* en est arrivée, en 1999, à qualifier le phénomène de "nettoyage ethnique", dans une simplification dangereuse qui, "création et créature", contribue à encourager un processus qui, d'une autre manière, pourrait ne pas prendre exactement ce caractère.

RÉSUMÉS

La mode est à la déconstruction. L'idée de territorialité n'échappe pas à ce mouvement. Dans le cadre des discussions contemporaines sur la modernité et la postmodernité, la territorialité est analysée dans le mouvement de distanciation et de compression spatio-temporelle du monde actuel. À travers la déterritorialisation, c'est à une définition plus précise du territoire que l'on parvient. Cette nouvelle vision met l'accent sur la dimension culturo-identitaire de la territorialité. C'est plutôt à l'émergence de territor'ialités multiples qu'à une déterritorialisation généralisée que l'on assiste dans le monde actuel : l'espace se recompose en nouvelles territorialités.

Deconstruction is fashionable. The idea of territoriality does not escape this movement. In contemporary discussions on modernity and postmodernity, territoriality is analyzed as an aspect of the movement of distanciation and spatiotemporal compression of the World of today. Through the study of deterritorialization, it is possible to build a more precise conception of what a territory is. This new perspective emphasizes the cultural and identitary dimension of territoriality. It means that in the contemporary World, what is occuring is the emergence of multiple territorialities than to a generalized deterritorialization: space is recomposed into new territorialities.

INDEX

Mots-clés : compression spatio-temporelle, postmodernisme, territoire, territorialité, déconstruction, identité

Keywords : deconstruction, identity, postmodernism, territory, territoriality, timespace compression

AUTEURS

ROGERIO HAESBAERT

Universidade Federal Fluminense, Rio de Janeiro